

Condamnés à résister

RÉJEAN PORLIER, *Pilleurs d'héritage. Confessions douces et amères d'un Hydro-Québécois*, Mont-Royal, M Éditeur, 2013, 188 pages

Jacques Beaumier

Volume 8, Number 1, Fall 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70655ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaumier, J. (2013). Review of [Condamnés à résister / RÉJEAN PORLIER, *Pilleurs d'héritage. Confessions douces et amères d'un Hydro-Québécois*, Mont-Royal, M Éditeur, 2013, 188 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(1), 29–30.

CONDAMNÉS À RÉSISTER

Jacques Beaumier

Conseiller syndical affecté aux dossiers sociopolitiques d'un syndicat indépendant

RÉJEAN PORLIER

PILLEURS D'HÉRITAGE. CONFESSIONS DOUCES ET AMÈRES D'UN HYDRO-QUÉBÉCOIS

Mont-Royal, M Éditeur, 2013,
188 pages

Avec un tel titre, on pourrait s'attendre à une critique en règle d'Hydro-Québec, alors que, dès l'introduction, Réjean Porlier, président du Syndicat des technologues d'Hydro-Québec, nous fait part de sa motivation à prendre la plume : dénoncer le cynisme et la démagogie actuelle, arme des incompetents et des opportunistes, car, « de l'intérieur, le bateau prend l'eau », écrit-il. Mais on comprend rapidement son intention : combattre la campagne de dénigrement dont fait l'objet ce fleuron de la Révolution tranquille pour faire accepter à la population son éventuelle privatisation. Toutefois, on aurait pu aussi, allonger le titre en ajoutant : suivies de *Critiques tendres et crues des syndicats de la part d'un militant syndical*.

C'est que dans la deuxième partie de son plaidoyer, Réjean Porlier n'hésite pas à dénoncer également les pilleurs d'héritage des luttes syndicales, ces « syndicalistes corrompus » qui abusent du système et « affaiblissent notre meilleur rempart contre les mesures néolibérales ».

Mais, en « régions éloignées », on prend la peine de recevoir le monde avant de leur exposer ses vues. Réjean Porlier accueille d'abord son lecteur : « Je suis un gars de la Côte-Nord », tient-il à préciser et il attire notre attention sur son panorama quotidien : le fleuve omniprésent, même emprisonné dans les glaces un matin de janvier, les levers et couchers de soleil à « inspirer les cœurs de pierre » et il pointe le ciel pour nous faire admirer la nuit étoilée. Partout, écrit-il, on voit des paysages somptueux et des gens chaleureux, les Autochtones les premiers, encore « victimes de racisme et des incohérences de nos discours », puis, sa ville, Port-Cartier, ses racines, son enfance, son embauche à Hydro-Québec, son implication dans le syndicalisme... La table est mise pour aborder son propos, les pilleurs d'héritage.

Porlier fait une démonstration systématique qui répond aux cinq W du journalisme : *What?* (Quoi), *Who?* (Qui), *When?* (Quand), *Why?* (Pourquoi), *Where?* (Où).

De quoi s'agit-il ? Selon lui, Hydro-Québec fait présentement l'objet d'un véritable détournement de sens au même titre que l'ensemble des services publics. La nationalisation de l'électricité l'a chargé de devenir un outil de développement économique et de

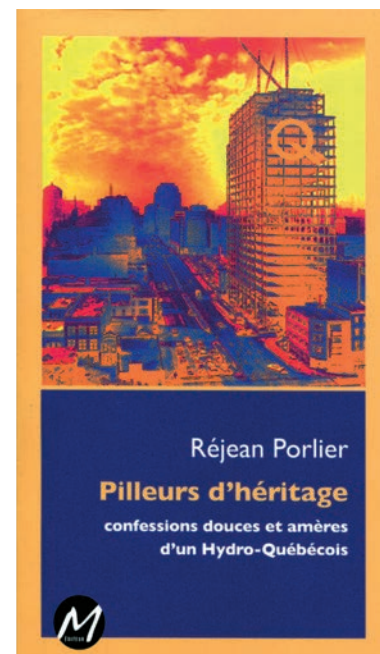
fournir l'énergie au meilleur coût possible. Mais aujourd'hui, soutient-il, l'entreprise est en train de se faire privatiser sournoisement : retour du privé dans la production électrique (par les minicentrales), tentative ratée de coup de force de la grande famille du gaz, rendez-vous manqués du moteur-roue, de l'éolien, de la domotique, des télécommunications, renouvellement des infrastructures confié en sous-traitance au secteur privé. Bref, Porlier n'hésite pas à affirmer que son expérience l'amène à considérer la thèse du complot.

Quand ce travail de sape a-t-il commencé ? Il y a plus de vingt ans [...] d'abord avec les libéraux de Robert Bourassa qui [...] ont permis le retour du privé dans la production d'électricité, ensuite, sous Lucien Bouchard, la tentative de la filière du gaz naturel afin de changer la politique énergétique du Québec et enfin, avec le gouvernement de Jean Charest [...] qui a ouvert toute grande la porte encore à l'entreprise privée, avec les contrats secrets et le fractionnement de l'industrie éolienne émergente en faveur des intérêts privés.

Qui seraient ces comploteurs ? Pas nécessaire de fouiller très loin. Ce sont les dirigeants d'Hydro-Québec eux-mêmes, accuse-t-il, étroitement liés à l'élite financière et politique qui pensent de la même manière que les idéologues et autres « experts » des grands médias. *Quand* ce travail de sape a-t-il commencé ? Il y a plus de vingt ans, explique-t-il, d'abord avec les libéraux de Robert Bourassa qui, au début des années 1990, ont permis le retour du privé dans la production d'électricité, ensuite, sous Lucien Bouchard, la tentative de la filière du gaz naturel afin de changer la politique énergétique du Québec et, enfin, avec le gouvernement de Jean Charest, dans les années 2000, qui a ouvert toute grande la porte encore à l'entreprise privée, avec les contrats secrets et le fractionnement de l'industrie éolienne émergente en faveur des intérêts privés.

Il reste le *pourquoi* ? Parce que l'élite économique veut s'emparer du succès de cette entreprise qui contribue pour six milliards de dollars par année à financer l'État québécois et ses services publics. La boucle est bouclée. Quant au *où* ? Le lecteur comprend que tout cela se passe sous ses yeux.

Mais pourquoi parler de syndicalisme après une démonstration aussi convaincante ? « Parce qu'il demeure un puissant



outil permettant aux gens ordinaires d'améliorer leur vie », écrit Porlier. Preuve à l'appui, car, rappelle-t-il, « c'est dans les pays où les inégalités sont les plus élevées que les taux de syndicalisation sont les plus bas ». Le mouvement syndical demeure donc un rempart essentiel contre les politiques néolibérales et le meilleur outil pour atteindre une plus grande justice sociale. Mais l'utilisation du verbe *demeure* est lourde d'un sous-entendu. C'est qu'il y a du dénigrement populiste de la part des médias, de l'indifférence de la part des membres, mais aussi des « corrompus », reconnaît-il, qui discréditent les syndicats.

Mais, il y a encore pire selon lui : le virage idéologique des centrales syndicales vers un syndicalisme d'affaires et de partenariat, qu'il identifie en particulier à la FTQ, centrale à laquelle est rattaché son propre syndicat, qui pille l'héritage syndical. Il pointe du doigt le Fonds de solidarité pour son rôle dans ce virage :

dans le cas de la FTQ, les intérêts financiers des entreprises sont devenus au fil des années et grâce à ce Fonds un peu entremêlés. [...] en transformant la centrale en gestionnaire de fonds dans les entreprises privées, il y a eu un virage important dans les relations de la FTQ avec les employeurs et le gouvernement, particulièrement dans les entreprises où le Fonds a investi, que les travailleurs et les travailleuses soient syndiqués ou non.

Rappelons que la commission Charbonneau est venue en rajouter une couche sur le rôle du Fonds de solidarité dans la *transformation* de cette centrale.

La caractéristique principale de ce type de syndicalisme est de s'appuyer sur la négociation continue, plutôt que sur le rapport de force créé par la mobilisation des membres, rappelle-t-il avec justesse. Pour Porlier, les syndicats ne doivent jamais perdre de vue que leur véritable force repose sur la capacité qu'ils ont de créer un rapport de force. Et pour réaliser cet objectif, ils doivent réussir à mobiliser leurs membres en « se rebranchant sur des valeurs plus sociales ».

suite de la page 29

L'auteur trace les grandes lignes de ce que devrait être un *risorgimento* syndical: 1 – préserver sa crédibilité auprès des membres; 2 – renouer avec les luttes à caractère social comme l'universalité et la qualité des services publics; 3 – privilégier les organisations qui militent dans les forums altermondialistes pour une plus grande justice mondiale; et 4 – accepter que la politique est un incontournable complément à l'établissement d'un rapport de force syndical.

Dans ce dernier cas, Porlier rappelle que le gouvernement conservateur d'Ottawa fournit amplement de raisons aux dirigeants syndicaux pour s'engager dans cette voie, mais le mouvement syndical est incapable, déplore-t-il, de mobiliser ses troupes de façon cohérente.

De même en est-il au Québec où les électeurs ont été réduits aux dernières élections à devoir voter de façon stratégique pour défaire le gouvernement libéral.

À défaut d'envisager la possibilité d'accéder au pouvoir, constate-t-il, reste la capacité à mobiliser les membres pour influencer nos gouvernements et les inviter à la retenue. Comment? D'abord, en mobilisant nos membres, répète Porlier, et surtout, selon le point 4 de son *risorgimento*, en acceptant de s'investir en politique si on veut avoir de l'influence:

[...] nous aurions tout intérêt à tenter de faire élire quelques-unEs de nos collègues à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des Communes afin de pouvoir influencer de l'intérieur les décisions et de parer les coups.

Cette demi-mesure ne satisfait pas complètement notre homme de la Côte-Nord. Dans un dernier chapitre qu'il intitule «Un jour, on va gagner!» qu'il aurait tout aussi bien pu intituler «Va-t-on gagner

un jour?», il énumère les principaux jalons de ce que devrait être un réel «projet politique». D'abord, les organisations syndicales doivent être au cœur du renouveau politique en se donnant une vision. Il faut cesser de combattre les nouvelles technologies qui sont là pour rester, souligne-t-il. Les syndicats doivent plutôt tenter de minimiser l'impact et négocier la transition, écrit-il. Il n'aborde toutefois pas la possibilité du partage des gains de productivité par la réduction du temps de travail. Ensuite, poursuit-il, les syndicats doivent rétablir la communication entre le haut de la structure et le bas, réduire la lourde bureaucratie syndicale, mobiliser les travailleurs autour de dossiers *qui portent sur ce qui influence quotidiennement notre travail*, favoriser la tenue de débats plutôt que de les étouffer, dénoncer l'ordre établi, et enfin, et non le moindre, «que l'aile progressiste au PQ se décide à se libérer de l'establishment du parti».

Il a lui-même tenté, en 2010, de former un parti politique «pour échapper au cynisme ambiant et à l'éternelle ambivalence du PQ». L'initiative n'a pas eu de suites, mais certaines de ses idées continuent de circuler, au PQ entre autres: indépendance énergétique, gestion de nos ressources naturelles, électrification des transports en commun, construction d'un monorail. Mais, il exprime clairement sa déception du gouvernement Marois qui ne parvient pas à se recentrer sur l'émancipation du peuple québécois et qui poursuit plutôt ses pratiques néolibérales.

«Une fois réglés les problèmes du syndicalisme, enfin libéré des influences débilantes du PQ, notre plus grand défi reste encore, reconnaît Porlier, la pesante indifférence du grand nombre». Est-ce un aveu de découragement? Presque. Malgré ce constat qui n'a rien de réjouissant, tel un Galilée qui s'écria «Et pourtant elle tourne!» après avoir dû renier sa théorie de la Terre qui tourne autour du Soleil, Porlier lance ce cri du cœur: «[Et pourtant] nous sommes condamnés à résister aux pilleurs d'héritage». ♦



Penser l'époque au quotidien

